

ET AVENIR DES COLLECTIVITÉS LOCALES

mode de gouvernance locale

à partir de 1986 par une série de secousses qui ont eu pour résultat, d'ame- nuiser, voire de réduire de manière dras- tique les ressources affectées «par le haut» aux communes et aux wilayas, entraînant ces dernières dans le tourbillon sans fin de l'endettement cyclique devenu depuis structurel. Ainsi, de 52 communes sur 1 541 en 1986 (3%), le chiffre des communes déficitaires est passé à 1 249 en 2006, soit plus de 80% ! Le plus grave dans ce tableau peu reluisant est la propen- sion à la reproduction systématique élargie et très rapide de ces déficits, même quand ils sont, comme ce fut le cas en 2006, «éponnés» d'un revers de main par l'Etat.

L'exemple le plus symptomatique à ce sujet est celui de la wilaya de Sidi-Bel- Abbès dont la dette des 45 communes sur les 52 qu'elle compte (86%) a été rache- tée par l'Etat en 2006. Cette wilaya s'est retrouvée de nouveau et moins d'une année plus tard avec 50% de communes déficitaires ! Le redressement salutaire des finances locales ne peut donc et, par voie de conséquence, s'opérer qu'en rénovant de fond en comble et cette fois «de bas en haut» le système global de finances locales, sur la base d'une auto- nomie financière réelle et effective des collectivités territoriales et sur la recon- naissance au profit de ces dernières, du droit irréfutable de mobiliser les res- sources correspondant à leurs charges. C'est la première condition à l'avènement d'une démocratie locale, ayant pour finali- té la satisfaction des besoins réels, de plus en plus variés et chaque jour qualita- tivement nouveaux du citoyen.

Gouvernance locale
et société civile

Exigence de la démocratie, la concer- tation sociale et d'une manière plus large l'implication des acteurs locaux dans toute la diversité de leur intervention et de leur statut, à la mise en mouvement de l'action publique, est aussi un des fondements de la bonne et saine gouvernance, tant au plan national que local. Tout Etat soucieux de l'efficacité de son action se doit en effet d'être à l'écoute permanente et sincère de la société civile et s'assurer de l'accepta- bilité et de l'applicabilité des décisions qu'il prend et des mesures qu'il met en œuvre. Il s'agit là d'un mouvement universel né au cours des années 1990, qui tend à inté- grer de plus en plus dans les critères de bonne gouvernance, la pratique du dia- logue et de la concertation avec les syndi- cats, les organisations professionnelles, les associations et les groupements d'inté- rêt. L'Algérie n'a pas attendu la chute du mur de Berlin pour se familiariser et même mettre en œuvre épisodiquement ces nou- veaux concepts s'apparentant à ce qui est aujourd'hui appelé gouvernance. C'est paradoxalement au lendemain de l'indé- pendance que notre pays a expérimenté, pour la première fois à l'échelle locale, ces précieux modes de concertation. Il s'agit, entre autres, des «commissions d'inter- vention économique et sociale», créées par l'ordonnance du 9 août 1962 au siège de chaque préfecture. Ce texte prévoyait la possibilité de mise en place de commis- sions similaires au siège de chaque sous- préfecture et de chaque commune. Réunissant des représentants de la popu- lation, des techniciens des services publics et des entreprises privées, ces commissions avaient pour mission «d'as- sister» les organes exécutifs locaux dans



De 52 communes sur 1 541 en 1986, le chiffre des communes déficitaires est passé à 1 249 en 2006.

leurs attributions économiques et sociales. Les différents gouvernements ont par la suite pratiqué, à des degrés variables, la concertation organisée dont les plus connus sont au niveau local les Assemblées populaires communales élar- gies pour la mise en œuvre de la révolu- tion agraire (1972-1978) et la «tripartite» au niveau national, au cours de ces der- nières années. Utilisés tantôt comme lieux d'arbitrages politiques complexes au niveau local (révolution agraire) ou chambres de «décompression sociale» et lieu de dialogue fructueux (tripartites) au niveau national, ces modes de concer- tation ont chaque fois démontré leur effica- cité. Malgré cette utilité évidente jamais démentie, les actions de concertation, notamment au niveau local, n'ont jamais fait l'objet d'une organisation rationnelle, cohérente, systématisée et institutionnali- sée. La loi n°11-10 du 22 juin 2011 relative à la commune n'a pas cru devoir légifé- rer de manière convaincante sur cette névralgique et vitale question, et ce, mal- gré l'insertion en son sein d'un nouveau titre complet intitulé «la participation des citoyens à la gestion des affaires de la commune».

L'utilisation abusive dans ce para- graphe de la loi de la locution «l'APC peut...» ou encore de formules stali- niennes d'un autre âge du type «encadre- ment adéquat des initiatives locales» achève de remettre en cause l'effet d'an- nonce pour le moins démagogique du titre sous lequel sont «livrés» les articles 11, 12, 13 et 14 consacrés à cette «ouverture démocratique» plus concédée que libre- ment consentie ! Même les assises des premiers états généraux de la société civi- le algérienne, organisées en grande pompe par le CNES la veille de la promul- gation de ce nouveau code communal (14 au 16 juin 2011), sanctionnées par l'adop- tion d'une charte et d'une déclaration fina- le recommandant la «consécration du rôle de la société civile dans un cadre institu- tionnel approprié», n'ont pas eu d'écho au sein de l'hémicycle des deux chambres. Dommage pour la société civile et surtout pour l'efficacité de l'action de l'Etat lui- même !

Les autres chantiers stratégiques
de la gouvernance locale

Nous ne pouvions épuiser dans le cadre de la présente contribution l'en- semble des thématiques liées à la néces- saire et urgente adoption de nouveaux modes de gestion devant enraceriner, consolider et irriguer les sillons et fertilités multiples reconnus à la gouvernance loca- le, sans les compléter utilement par quelques autres chantiers d'appoint stra- tégique qui mériteraient d'enrichir durable- ment les démarches pratiques de mana- gement territorial de ce mode de gestion. Il s'agit principalement :

- de la réhabilitation de la ressource humaine des collectivités locales, notam- ment celles des communes gravement sous-qualifiée et pléthorique ;
- de la revitalisation des «territoires dor- mants» et «inexploités» à travers la recon- figuration de la taille géographique et éco- nomique sous ou surdimensionnée des territoires des collectivités locales (zones montagneuses, statut des grandes villes et pas seulement de la capitale, vastes communes du Sud...) Cette action poura se réaliser à travers un nouveau découpa-

ge territorial optant délibérément pour des territoires pertinents, libérés des logiques féodales du «wilayisme» stérilisant, qui a empêché les collectivités territoriales algé- riennes de voir leur logique de croissance honorée et utilement fécondée, en raison de la peur qui tenaille aujourd'hui encore les pouvoirs publics, chaque fois qu'il faut programmer et réaliser un découpage ter- ritorial (le dernier découpage territorial date de 1984 !) ;

• en imposant de nouvelles lignes d'as- semblage à l'articulation de l'action publique des structures déconcentrées de l'Etat et de celle de plus en plus autonomi- sée des collectivités locales, la dynamique ascendante de la gouvernance locale va interpellier, voire bouleverser l'architecture institutionnelle traditionnelle par trop rigide de l'organisation territoriale, qui sera ame- née à consacrer, tôt ou tard, et sans com- plexe aucun, un espace intermédiaire entre la wilaya et le niveau central.

Cet espace de plus en plus nécessaire, de plus en plus régulateur de l'action publique territoriale a pour nom la région.

Le chaînon manquant : l'espace
de gouvernance supra-national
maghrébin

Dans ce nouvel édifice reformaté à l'aune des exigences d'une économie mondialisée qui reconfigure ses espaces stratégiques desquels l'équation de notre pays- continent n'est jamais absente, le principe de subsidiarité qui vise à privilé- gier le niveau inférieur d'un pouvoir de décision, aussi longtemps que le niveau supérieur ne peut pas agir de manière plus efficace, trouvera toute sa pertinence et sa pleine justification.

Et peut-être que ce jour-là, nos nou- veaux territoires pertinents de gouvernan- ce s'enrichiront d'un nouvel espace de déploiement de cette subsidiarité qui manque terriblement aujourd'hui à son relief, à son identité, à son étoffe : l'espa- ce maghrébin, territoire de tous les futurs dont nous rêvons déjà en cette année de cinquantième anniversaire de l'Indépendance !

M. K.

* Ex-directeur de la réglementation et du contentieux du Gouvernorat du Grand- Alger.

Ex-professeur-associé à l'Ecole natio- nale d'administration.

ANNIVERSAIRE

Nous avons fêté le 23 novembre
2012, l'anniversaire de ma petite
nièce

Melissa Bradai

qui a soufflé sa 3^{ème} bougie

Joyeux anniversaire.

Plein de bisous et que Dieu te
bénisse.

Ta famille Bradai ainsi que
Hebbache te souhaitent longue vie et bonne santé, à tes
100 ans Inch'Allah.

Ta tante Feriel qui t'adore.

